



LA RECHERCHE EN FRANCOFONIE MINORITAIRE CANADIENNE

ÉTAT DES LIEUX ET PISTES D'ACTION

BILAN DU COLLOQUE TENU À L'UQO LES 30 ET 31 MAI 2019

Ce document a été préparé par l'Acfas et publié en septembre 2019. Il fait suite au colloque *La francophonie canadienne et l'avancement des sciences : un état des lieux* qui a eu au 87^e congrès de l'Acfas en mai 2019 à Gatineau. Ce colloque a réuni les Acfas régionales (Acfas-Alberta, Acfas-Sudbury, Acfas-Manitoba et Acfas-Saskatchewan), la direction et la présidence de l'Acfas, des chercheur-se-s travaillant en francophonie minoritaire et des représentant-e-s d'organismes et de ministères provinciaux et fédéraux.

Nous remercions le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, dont le soutien financier a permis l'organisation de ce colloque et la venue de représentant-e-s de nos Acfas régionales à ce dernier. Nous remercions également Patrimoine canadien, grâce à qui nous menons actuellement une étude sur la réalité des chercheur-se-s travaillant en contexte minoritaire francophone au Canada.

Vous avez des commentaires, des suggestions ou souhaitez collaborer dans nos actions soutenant les chercheur-se-s francophones travaillant en contexte minoritaire canadien? Contactez Laura Pelletier, chargée de projets - membres et francophonie canadienne à l'Acfas : laura.pelletier@acfas.ca, 514 849-0045, poste 234.

Photo de couverture : Lévy L. Marquis

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES D'INTRODUCTION.....	P. 1
1. RÉALITÉS PROVINCIALES DES CHERCHEUR-SE-S FRANCOPHONES EN CONTEXTE MINORITAIRE CANADIEN.....	P. 2
2. RÔLES ET DÉFIS DES REVUES SCIENTIFIQUES DE LANGUE FRANÇAISE.....	P. 3
3. FINANCEMENT DE LA RECHERCHE SE FAISANT EN FRANÇAIS AU CANADA.....	P. 4
4. DÉFIS SPÉCIFIQUES À LA RELÈVE FRANCOPHONE EN RECHERCHE....	P. 5
5. RÔLE DU CHERCHEUR/DE LA CHERCHEUSE DANS SA COMMUNAUTÉ ET LIENS ENTRE CHERCHEUR-SE-S, ORGANISMES ET MÉDIAS.....	P. 6



Photo : Hombeline Dumas

Bonjour à vous toutes et tous,

Faire de la recherche en français au Canada comporte son lot de défis lorsque l'on travaille en contexte minoritaire. Cela devient un véritable engagement de la part du chercheur ou de la chercheuse, qui prend la décision de contribuer à la vitalité du français en recherche et dans d'autres sphères, dans sa province.

L'Acfas a souhaité approfondir cet enjeu lors d'un colloque de réflexion et d'action, au 87e congrès de notre Association en mai 2019, pour identifier comment nous pourrions mieux soutenir les chercheur-se-s travaillant en francophonie minoritaire au Canada. Vous trouverez dans les prochaines pages un résumé du contenu de celui-ci ainsi que des pistes de solutions. Nous invitons les gouvernements et les différents organismes et institutions du milieu de la recherche à les suivre.

Au nom de toute la communauté de l'Acfas, j'aimerais remercier François Charbonneau, professeur à l'Université d'Ottawa et membre du conseil d'administration de l'Acfas, qui a assuré la direction scientifique de ce colloque, dont résulte le présent document. Je remercie également nos Acfas régionales et notre comité de la recherche francophone, qui ont contribué à l'organisation des ateliers. De plus, le soutien du Secrétariat du Québec aux relations canadiennes a été essentiel pour organiser cet événement, et permettre d'y rassembler des représentant-e-s de chacune de nos Acfas régionales. Nous avons ainsi pu détailler les réalités des chercheur-se-s de différentes provinces canadiennes pour saisir toutes les nuances de la situation. Un grand merci également à Gratien Allaire, professeur émérite à l'Université Laurentienne, qui a co-dirigé la séance de travail avec brio, permettant l'émergence d'idées, de solutions et de directions claires pour les prochaines années. Finalement, merci à Patrimoine canadien, grâce à qui nous réalisons actuellement une étude sur la réalité des chercheur-se-s travaillant en contexte minoritaire francophone canadien. Cette étude permettra d'établir un portrait statistique précis de cette communauté.

À travers le présent document, nous souhaitons sensibiliser la communauté scientifique, les universités et les gouvernements à la réalité des chercheur-se-s travaillant en francophonie minoritaire au Canada. De plus, avec les pistes de solution, nous souhaitons créer une synergie auprès des différents organismes et institutions de la francophonie canadienne, afin qu'ensemble, nous soutenions les chercheur-se-s travaillant en contexte minoritaire francophone. Je vous souhaite une très bonne lecture.



Lyne Sauvageau
Présidente de l'Acfas



Bonjour à vous,

Soutenir les chercheur-se-s francophones de tout le Canada fait partie de la mission de l'Acfas depuis sa création. Le colloque

La francophonie canadienne et l'avancement des sciences : un état des lieux est l'un des nombreux projets sur lesquels nous avons travaillé cette année pour les soutenir et pour sensibiliser différent-e-s acteurs et actrices gouvernementaux et du milieu de la recherche à la situation des chercheur-se-s francophones en contexte minoritaire au Canada.

Chères chercheuses et chers chercheurs, sachez donc que votre message est entendu! Nous invitons les organismes et institutions du milieu de la recherche ainsi que les gouvernements à entendre eux aussi leur message, pour qu'ensemble, nous contribuions à améliorer la situation. Nous pourrions ainsi assurer la vitalité des sciences en français partout au Canada. Cordialement,



Hélène Drainville
Directrice générale de l'Acfas

1. RÉALITÉS PROVINCIALES DES CHERCHEUR-SE-S FRANCOPHONES EN CONTEXTE MINORITAIRE

PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS DURANT LE PANEL :

- **Il y a un grand intérêt chez les chercheur-se-s francophones de toutes les provinces de se rassembler et de maintenir des activités de recherche en français.**
- Cependant, les réalités sont très différentes selon la province et l'établissement. En effet, la capacité des chercheur-se-s de faire des activités de recherche en français varie énormément d'une université à une autre. Dans certaines d'entre elles, les chercheur-se-s sont laissé-e-s à eux-mêmes et elles-mêmes, alors que dans d'autres, ils et elles reçoivent du soutien.
- Le panel indique que certaines universités ne reconnaissent pas l'engagement des chercheur-se-s francophones pour la vitalité des sciences en français (engagement au sein des comités des revues de langue française, au sein des Acfas régionales, etc.), ce qui rend difficile de convaincre d'autres chercheur-se-s de participer et d'organiser des activités en français.
- Les centres de recherche francophones en contexte minoritaire apportent énormément à la population étudiante, au corps professoral et à la communauté francophones, mais sont précaires (exemple du Centre canadien de recherche sur les francophonies en milieu minoritaire mis en veilleuse à l'Université de Regina).
- **Les chercheur-se-s francophones travaillant en contexte minoritaire sont aussi des acteurs sociaux. Ils et elles sont engagé-e-s dans la lutte pour la vitalité du français dans leurs provinces respectives; ils et elles travaillent pour soutenir les droits linguistiques de leurs communautés.**
- De plus, ils et elles œuvrent souvent au sein de petites universités, et doivent alors s'impliquer dans plusieurs comités, ce qui leur laisse moins de temps pour faire de la recherche.
- Des chercheur-se-s rapportent que certaines facultés francophones d'universités anglophones sont perçues comme étant des facultés périphériques plutôt que des facultés au même titre que les autres.
- Selon les panélistes, les chercheur-se-s francophones travaillant en contexte minoritaire font preuve d'une résilience admirable dans certaines universités où l'administration ne reconnaît pas la pertinence de la recherche portant sur la francophonie canadienne et des activités de recherche en français. Ces administrations demandent aux chercheur-se-s quel est l'impact de recherches portant sur de petites communautés, notent-ils et elles.
- Dans la mesure où l'on juge que les Canadien-ne-s doivent avoir accès ou produire des connaissances dans la langue officielle de leur choix, il serait normal qu'il soit possible de le faire dans l'ensemble des universités canadiennes, et a fortiori dans les universités bilingues desservant des étudiant-e-s francophones. Il n'est pas normal que le travail des chercheur-se-s qui est fait en français soit dévalorisé par rapport à ceux qui le font en langue anglaise. C'est la pertinence même des études en français qui est en jeu.

Président de panel : François Charbonneau, professeur à l'Université d'Ottawa et membre du CA de l'Acfas

Rapporteur : Michael Poplyansky, professeur à l'Université de Regina et vice-président de l'Acfas-Saskatchewan

Panélistes :

- *Srilata Ravi, professeure à la Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, directrice de l'IMELDA et présidente de l'Acfas-Alberta;*
- *Patrick Noël, professeur à l'Université de Saint-Boniface et président de l'Acfas-Manitoba;*
- *Georges Kpazai, professeur à l'Université Laurentienne et président de l'Acfas-Sudbury;*
- *Gino Leblanc, directeur du Bureau des affaires francophones et francophiles de l'Université Simon Fraser;*
- *Valérie Lapointe-Gagnon, professeure à la Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta et vice-présidente de l'Acfas-Alberta;*
- *Anne Leis, professeure et directrice du département de santé publique et d'épidémiologie de l'Université de la Saskatchewan, présidente de la Société Santé en français et membre fondatrice et secrétaire de l'Acfas-Saskatchewan.*

PISTES D'ACTIONS COLLECTIVES :

inviter les universités à reconnaître la recherche en français et l'engagement supplémentaire du corps professoral francophone en contexte minoritaire au Canada, et à soutenir financièrement et logistiquement leurs activités.

2. RÔLES ET DÉFIS DES REVUES SCIENTIFIQUES DE LANGUE FRANÇAISE

PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS DURANT LE PANEL :

- **En contexte minoritaire, les revues savantes de langue française contribuent à l'avancement des connaissances, notamment sur les enjeux qui préoccupent les communautés francophones.**
- **Elles sont l'un des rares espaces qui valorisent et promeuvent la recherche qui se fait en français au Canada et celle qui porte sur la francophonie canadienne.**
- Il y a un besoin et une volonté chez les chercheur-se-s travaillant en francophonie minoritaire de créer et de maintenir des espaces de production et de diffusion des savoirs sur les réalités francophones, de légitimer ces identités francophones non québécoises, ainsi que de créer des espaces intellectuels où l'on peut parler de ces réalités dans leurs similarités et leurs spécificités. Les revues scientifiques francophones sont un outil-clef dans ces démarches.
- **On note l'importance de la recherche-action sociale dans la création et le maintien de ces revues. On voit, encore ici, à quel point l'engagement personnel du chercheur ou de la chercheuse est important pour assurer la continuité des projets en francophonie minoritaire.**
 - En effet, les panélistes expliquent que dans les sociétés majoritaires, une masse critique de chercheur-se-s est chargée d'instituts de recherche, des revues scientifiques, de l'administration universitaire etc. Les autres peuvent se consacrer à la recherche. À l'opposé, en francophonie minoritaire canadienne, le chercheur ou la chercheuse doit faire les deux - ses recherches et l'administration universitaire - tout en assurant une charge d'enseignement souvent plus élevée. La préparation de cours et le travail d'enseignement sont les mêmes peu importe le nombre d'étudiant-e-s par cours et la tâche de correction ne peut pas toujours être déléguée.
 - Le chercheur ou la chercheuse travaillant en francophonie minoritaire n'a pas le luxe d'être uniquement un-e chercheur-se- ; il ou elle doit également consacrer du temps à l'institutionnalisation et légitimation de son champ de recherche et à la légitimation de la francophonie.
- Parmi les défis auxquels sont confrontées les revues scientifiques de langue française, il y a le fait de trouver des moyens de convaincre les chercheur-se-s de publier en français alors que les standards universitaires actuels n'encouragent pas cela et que leur charge d'enseignement est plus lourde, dans le cas des chercheur-se-s travaillant en contexte minoritaire francophone.
- **Les revues scientifiques de langue française, souvent pluridisciplinaires et multirégionales, permettent aussi de rapprocher les chercheur-se-s francophones de tous les secteurs de recherche et de toutes les provinces. Avoir une telle perspective pluridisciplinaire est d'ailleurs crucial pour avoir une bonne compréhension de la francophonie canadienne.**
- Les plateformes numériques sont une opportunité de large diffusion des recherches en français. Par exemple, la plateforme Érudit a été fondamentale dans la diffusion des revues scientifiques de langue française. Cette diffusion n'est pas seulement nationale, mais aussi internationale : Érudit a 30% de téléchargements venant du Canada, et jusqu'à 70% venant de l'extérieur du Canada.

Présidente de panel : Valérie Raymond, professeure-chargée de cours à l'Université Laurentienne et vice-présidente de l'Acfas-Sudbury

Rapporteuse : Isabelle Leblanc, professeure à l'Université de Moncton

Panélistes :

- *Lianne Pelletier, directrice de la Revue du Nouvel-Ontario, professeure chargée de cours à l'Université de Sudbury, ainsi qu'à l'Université Laurentienne;*
- *Rémi Léger, directeur de la revue Francophonies d'Amérique et professeur à l'Université Simon Fraser;*
- *Lise Gaboury-Diallo, membre du comité de rédaction des Cahiers franco-canadiens de l'Ouest et professeure à l'Université de Saint-Boniface;*
- *Mélanie Bourque, directrice francophone de la Revue canadienne de science politique (revue bilingue) et professeure à l'Université du Québec en Outaouais;*
- *Tanja Niemann, directrice générale du Consortium Érudit.*

PISTES D' ACTIONS COLLECTIVES :

valoriser et diffuser les publications scientifiques de langue française, sensibiliser les organismes subventionnaires et les universités à faire de même, et profiter des opportunités numériques.

3. LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE EN FRANÇAIS AU CANADA

PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS DURANT LE PANEL :

- Les chercheur-se-s en francophonie minoritaire ont besoin de programmes de subvention souples : ils et elles ne peuvent déposer une demande à des programmes complexes pour chaque projet francophone, et ont besoin de programmes de subvention couvrant de plus petits projets, axés sur des communautés francophones. En effet, celles-ci ont des besoins spécifiques et sont souvent oubliées dans les grands projets de recherche.

- **Les chercheur-se-s rapportent un blocage au sein de certaines universités, qui empêche la sortie de demandes de subvention en français de la part d'étudiant-e-s et de professeur-e-s. En effet, plusieurs universités bilingues ou anglophones n'offrent pas de services permettant le dépôt des demandes en français. Elles bloquent donc au comité d'éthique ou d'évaluation. De ce fait, même si l'agence subventionnaire offre le service d'évaluation en français, les chercheur-se-s francophones ne peuvent pas toujours y avoir recours.**

Solution: une part de responsabilité supplémentaire pourrait être prise par les agences subventionnaires fédérales, notent les chercheur-se-s. Plus précisément, elles pourraient :

- sensibiliser les universités à l'importance de permettre aux chercheur-se-s de déposer leurs demandes en français et à l'importance de reconnaître la qualité des deux langues officielles du Canada;
- encourager la rédaction des demandes de subvention en français;
- aider à mettre en place un mécanisme qui faciliterait le dépôt de demandes en français au sein des universités;
- démythifier le fait que les demandes rédigées en anglais ont plus de chances d'être acceptées, en donnant davantage de visibilité aux projets francophones qui ont reçu du financement;
- ajouter une case « minorité linguistique » à cocher dans les formulaires de demande de subvention, permettant d'indiquer clairement qu'il s'agit d'une recherche sur la minorité linguistique ou en provenance d'une université de la minorité linguistique, pour que cela soit pris en compte dans les évaluations.

- **Plusieurs chercheur-se-s ont rapporté devoir justifier leur évaluation auprès des autres membres du comité de pairs des agences subventionnaires parce que ceux-ci ne sont pas en mesure de lire le rapport rédigé en français. Les chercheur-se-s francophones finissent donc par travailler en anglais pour éviter le dédoublement du travail.**

- Pour que les chercheur-se-s francophones aient envie de s'impliquer dans les comités de pairs des agences subventionnaires, celles-ci doivent s'assurer qu'ils et elles puissent évaluer ces demandes en français tout au long du processus.

Présidente de panel : Valérie Lapointe-Gagnon, professeure à la Faculté Saint-Jean de l'Université de l'Alberta et vice-présidente de l'Acfas-Alberta

Rapporteuse : Srilata Ravi, professeure à l'Université de l'Alberta, directrice de l'IMELDA et présidente de l'Acfas-Alberta

Panélistes :

- *Roseann O'Reilly Runte, présidente-directrice générale de la Fondation canadienne pour l'innovation;*
- *Ted Hewitt, président du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH);*
- *Adrian Mota, vice-président associé par intérim à la recherche, à l'application des connaissances et à l'éthique aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC);*
- *Marc Fortin, chef des opérations et vice-président de la Direction des partenariats de recherche du Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG).*

PISTE D' ACTIONS COLLECTIVES :

informer les agences subventionnaires du rôle de sensibilisation qu'elles peuvent jouer, et sensibiliser les universités à ces réalités. Informer également les chercheur-se-s de la possibilité de déposer leurs demandes en français auprès des agences subventionnaires.

4. DÉFIS SPÉCIFIQUES À LA RELÈVE FRANCOPHONE EN RECHERCHE

PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS DURANT LE PANEL :

- Travailler au sein de petites universités incite les chercheur-se-s à avoir une approche pluridisciplinaire, dans leurs propres recherches et dans leurs collaborations.
- **En contexte minoritaire, les doctorant-e-s francophones peinent à trouver un comité et à trouver un-e- examinateur-trice- externe parlant assez bien le français pour évaluer leur thèse. Ils et elles sont alors parfois contraint-e-s à faire appel à des personnes qui connaissent moins bien leur sujet ou qui ne peuvent pas bien lire leur thèse.**

PISTE D'ACTION :
favoriser l'inclusion de membres francophones d'autres universités dans les comités de thèse.

- **Les doctorant-e-s francophones ressentent une pression à publier dans des revues scientifiques anglophones pour obtenir un poste de professeur-e-s à la fin de leurs études. Dans le domaine des sciences naturelles, il est même difficile de faire reconnaître ses publications si elles ne sont pas en anglais dans un périodique reconnu.**
 - Solution : des stratégies peuvent être développées pour valoriser la science en français et pour démythifier la valeur des publications francophones. Des études démontrent que des publications qui portent sur la francophonie, qu'elles soient publiées en français ou en anglais, attirent un lectorat limité, mais bien ciblé par leur nature même. Comme les résultats de toute recherche de pointe. Autrement dit, les publications qui portent sur les francophones, même rédigées en anglais, n'attirent pas un plus grand lectorat, car les deux groupes linguistiques n'ont pas les mêmes intérêts de recherche.
 - Solution : les écrits vulgarisés et la diffusion de ces travaux via des voies moins traditionnelles sont aussi une avenue à explorer, mais ces efforts doivent être reconnus dans tous les domaines de recherche pour devenir une véritable option.
- **En contexte minoritaire francophone canadien, il y a un choix limité de programmes d'études et d'universités dans lesquelles il est possible d'étudier en français, particulièrement aux cycles supérieurs. Les étudiant-e-s sont alors porté-e-s à étudier en anglais ou à déménager au Québec pour étudier en français dans le domaine qui les intéresse.**
 - En fait, même s'il existe des universités bilingues dans lesquelles il est administrativement possible de remettre les travaux en français, il est parfois difficile de faire reconnaître ce droit lorsque le professeur ou la professeure ne parle pas cette langue.
- Dans une équipe francophone en sciences naturelles, même au Québec, il arrive couramment que les chercheur-se-s parlent entre eux et elles en anglais, tellement il est courant d'employer cette langue dans ce secteur. Il en va souvent de même pour le secteur de la santé.
- **Dans une université bilingue, l'accès à des ressources en français et la possibilité d'obtenir de l'aide dans cette langue peut se révéler difficile, même pour les ressources en santé mentale.**

Présidente de panel : Lianne Pelletier, professeure chargée de cours au programme d'études journalistiques de l'Université de Sudbury, ainsi qu'au programme d'études françaises de l'Université Laurentienne

Rapporteur-se-s : Michael Poplyansky, professeur à l'Université de Regina et vice-président de l'Acfas-Saskatchewan, et Manon Blécourt, agente de services aux congressistes à l'Acfas.

Panélistes :

- *Émilie St-Hilaire, artiste multidisciplinaire de Saint-Boniface et candidate au doctorat en sciences humaines à l'Université Concordia;*
- *Catherine Girard, chercheuse postdoctorale à Sentinelle Nord à l'Université Laval;*
- *Michelle Keller, doctorante au département de français, espagnol et italien de l'Université du Manitoba;*
- *Isabelle Leblanc, professeure de sociolinguistique à l'Université de Moncton.*

PISTE D' ACTIONS COLLECTIVES :

Des ressources francophones externes doivent être rendues disponibles pour compenser l'absence de ressources internes dans certaines universités.

De plus, il faut sensibiliser les universités, les agences subventionnaires et les étudiant-e-s à la valeur des publications en langue française et des efforts de démocratisation des sciences.

5. LE RÔLE DE LA CHERCHEUSE ET DU CHERCHEUR DANS SA COMMUNAUTÉ ET LES LIENS ENTRE RECHERCHE, ORGANISMES ET MÉDIAS

PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS DURANT LE PANEL :

- **Il y a moyen d'unifier une communauté autour de la production de savoir.**
- Les gouvernements demandent des données et des mesures d'impact aux groupes communautaires qui reçoivent du financement. C'est toutefois un défi pour ces groupes communautaires de recueillir les données demandées. De ce fait, le milieu associatif souhaite collaborer davantage avec le milieu universitaire. Il y a un besoin de créer des espaces de convergence et de dialogue entre les chercheur-se-s et les organismes communautaires.
- **Il faut valoriser davantage la coproduction du savoir par les chercheurs-se-s et le milieu associatif; la frontière entre ces deux milieux n'est pas aussi distincte que l'on pourrait le penser, notent les panélistes. La coconstruction, la coanalyse et la codiffusion sont des avenues à prendre.**
 - Pour y arriver, il faut que la recherche collaborative fasse sa place dans le monde universitaire, notamment dans les cours de méthodologie, expose le panel. La neutralité demandée aux chercheur-se-s est aussi à prendre en considération lors de collaboration avec les organismes communautaires.
- **Peu de recherches universitaires sont accessibles et utilisables par les groupes communautaires et les médias.**
 - Solution : les universités et agences subventionnaires doivent encourager les chercheur-se-s qui font de la communication scientifique au grand public, en reconnaissant et valorisant ces activités. Une sensibilisation collective des agences et des universités doit donc être faite.
- **Le rôle du chercheur ou de la chercheuse est aussi d'intervenir dans les médias pour informer sa communauté. En fait, les médias locaux sont le lien entre les chercheur-se-s et la communauté, et ils travaillent très bien ensemble.**
- Les chercheur-se-s et les organismes demandent un meilleur partage des données de la part des institutions gouvernementales pour pouvoir mener leurs recherches.
- Les panélistes notent aussi que plusieurs institutions fédérales récoltent les mêmes données, qui parfois existent déjà dans le milieu de la recherche.
 - Solution : Les dédoublements en recherche seraient évités par une meilleure communication entre les institutions gouvernementales, provinciales comme fédérales et les milieux de la recherche.
- **Plusieurs panélistes demandent à ce que les politiques publiques soient davantage basées sur la recherche, et que les gouvernements incluent davantage les chercheur-se-s dans l'élaboration des politiques publiques.**

Président de panel : Ibrahima Diallo, professeur à l'Université de Saint-Boniface, membre émérite de l'Acfas et consul honoraire du Sénégal à Winnipeg.

Rapporteuse : Isabelle Leblanc, professeure à l'Université de Moncton

Panélistes :

- *Linda Cardinal, professeure à l'École d'études politiques et chargée de mission à l'Université de l'Ontario français;*
- *Jalila Jbilou, professeure agrégée au Centre de formation médicale du Nouveau-Brunswick et à l'école de psychologie de l'Université de Moncton, et médecin spécialiste en santé publique;*
- *Diane Côté, directrice des relations gouvernementales et communautaires, et responsable de la recherche et des dossiers juridiques à la FCFA du Canada;*
- *Benjamin Vachet, journaliste à ONfr+, groupe Média TFO.*

PISTE D'ACTION COLLECTIVE :

les milieux universitaire et communautaire doivent unir leurs forces pour sensibiliser le gouvernement fédéral à l'importance de continuer à investir en recherche portant sur la francophonie canadienne.

BILAN DES SOLUTIONS ET ACTIONS IDENTIFIÉES POUR SOUTENIR LA VITALITÉ DE LA RECHERCHE EN FRANÇAIS EN CONTEXTE MINORITAIRE CANADIEN

Inviter les agences subventionnaires à jouer un rôle de sensibilisation et de soutien

- Inviter les agences subventionnaires fédérales à sensibiliser leurs comités et les universités à la réalité des chercheur-se-s francophones travaillant en contexte minoritaire au Canada, pour permettre la sortie de demandes de subvention en français des universités ainsi qu'une évaluation équitable de ces demandes.
- Inviter les agences subventionnaires à valoriser les publications scientifiques en langue française, et les inciter à sensibiliser les universités à faire de même.
- Inviter les agences subventionnaires fédérales à financer et valoriser les plus petits projets de recherche. Les chercheur-se-s ont besoin d'un financement adapté aux projets portant sur de petites communautés, car celles-ci ont des besoins spécifiques et sont souvent absentes des grandes études.

Sensibiliser les universités à la réalité des chercheur-se-s travaillant en contexte minoritaire francophone et les inviter à les soutenir davantage

- Inviter les universités à reconnaître l'engagement des chercheur-se-s francophones travaillant en contexte minoritaire au Canada et à soutenir financièrement et logistiquement leurs activités francophones au sein de l'université. Cette reconnaissance est cruciale pour assurer la pérennité des activités scientifiques francophones en contexte minoritaire canadien et la transmission des savoirs aux médias locaux et aux citoyen-ne-s.

Organiser et soutenir les activités qui brisent l'isolement des chercheur-se-s et des étudiant-e-s francophones travaillant en contexte minoritaire

- Il s'agit de prévoir des plateformes de réseautage, bourses à la mobilité, webinaires, espaces communauté-recherche, rencontres à propos des agendas de recherche, etc.

Inciter la relève à faire de la recherche en français au Canada

- Pour ce faire, il faut notamment valoriser et diffuser les publications scientifiques francophones et organiser du mentorat, des forums dédiés à la relève francophone, des séances de rédaction collective en ligne et en personne, faire des tournées de chercheur-se-s dans les écoles, etc.